



OMS Burundi News

LE CONDENSÉ DES ACTIVITÉS DU MOIS DE JUILLET 2025

Editorial



Chers lecteurs, chères lectrices,

Alors que nous entamons la seconde moitié de l'année 2025, le système de santé burundais continue de faire preuve de résilience et d'innovation face à des défis persistants. Malgré un contexte marqué par des contraintes budgétaires et des urgences sanitaires récurrentes, les acteurs du secteur, soutenus par leurs partenaires techniques et financiers, ont su maintenir le cap et poser les jalons d'un avenir plus sûr et plus équitable.

Parmi les avancées majeures de ce mois, la validation du tout premier plan stratégique et opérationnel (PSO) du Centre des Opérations d'Urgence de Santé Publique (COUSP), couvrant la période 2026 à 2030, constitue une étape cruciale pour la gestion des urgences et des épidémies, conformément aux recommandations du Règlement Sanitaire International (RSI). Ce plan, fruit d'une collaboration multisectorielle, positionne le COUSP comme un pilier central de la sécurité sanitaire nationale.

L'évaluation à mi-parcours du plan d'action conjoint entre le ministère de la Santé publique et l'OMS a permis de dresser un bilan des actions menées au premier semestre et de définir les priorités pour les mois à venir. Les différentes parties ont convenu de renforcer la coordination et la planification conjointe des activités afin de construire un système de santé plus résilient.

Parallèlement, la restitution des résultats de la cartographie nationale des laboratoires ouvre la voie à une meilleure capacité diagnostique et à une surveillance plus efficace des maladies. La qualité des données sanitaires, notamment celles liées à la vaccination, demeure un enjeu crucial. Les efforts déployés pour corriger les incohérences et renforcer les capacités locales témoignent d'une volonté de bâtir un système de santé fondé sur des données fiables et exploitables.

La riposte vaccinale contre la rougeole et la rubéole dans les districts en situation épidémique, ainsi que l'atelier multisectoriel sur la modélisation de la propagation de la Mpox, illustrent la capacité du pays à mobiliser rapidement ses ressources pour faire face aux urgences sanitaires.

Enfin, l'inauguration du centre de réhabilitation psychosociale à Kamuna par l'association ALUMA, partenaire de l'OMS, marque une avancée significative dans l'intégration de la santé mentale dans les soins de santé primaires, un domaine longtemps négligé mais désormais reconnu comme essentiel.

À travers ce bulletin, nous célébrons les progrès accomplis, tout en gardant à l'esprit les défis à relever. L'engagement collectif, la coordination multisectorielle et l'appui des partenaires restent les clés pour bâtir un système de santé plus résilient, plus inclusif et mieux préparé aux crises futures.

Bonne lecture et prenez soin de votre santé.

Dr. Xavier CRESPIN

Représentant de l'OMS au Burundi

Dans ce numéro

Validation du plan stratégique du COUSP

Renforcement du système de laboratoires au Burundi : des recommandations concrètes pour un avenir plus sûr

Mpox : Une collecte stratégique pour la santé publique et l'environnement

Renforcer la qualité des données de vaccination pour une meilleure couverture sanitaire

Renforcement de la collaboration MSP-OMS pour une santé publique résiliente au Burundi

Riposte contre la rougeole et la rubéole : une mobilisation des acteurs sanitaires des districts en situation épidémique au Burundi

Kamuna, nouveau symbole d'espoir pour les personnes en détresse psychologique

Vers une meilleure harmonisation des données Mpox au Burundi : un atelier multisectoriel sous le signe de « One Health »

Activités saillantes du mois

Renforcement du système de laboratoires au Burundi : des recommandations concrètes pour un avenir plus sûr



Du 3 au 4 juillet 2025, la Direction des Laboratoires de Biologie Médicale (DLBM) avec l'appui de l'OMS et de FHI360/EpiCn a organisé un atelier national de restitution des résultats de la cartographie des laboratoires, une initiative visant à doter le Burundi d'un réseau de laboratoires performant, capable de répondre efficacement aux défis sanitaires.

La cartographie, qui a couvert 384 laboratoires à travers le pays, a permis de dresser un état des lieux précis des capacités, des infrastructures, du personnel, de la connectivité et de la biosécurité. Les résultats ont mis en lumière des lacunes importantes : insuffisance de personnel qualifié, équipements obsolètes, absence de normes harmonisées, et faiblesse du système de biosécurité.

Face à ces constats, les participants ont formulé des recommandations stratégiques. Il s'agit notamment de clarifier les statuts des laboratoires privés, de renforcer la formation du personnel, de construire des infrastructures conformes aux normes ISO 15189, et de mettre en place un système de biosécurité robuste. L'amélioration de la connectivité des laboratoires et la mise en œuvre d'un système de surveillance génomique selon l'approche « One Health » figurent également parmi les priorités.

Cet atelier marque une étape cruciale vers un système de santé plus résilient. En mobilisant les partenaires techniques et financiers autour d'une feuille de route claire afin de garantir un accès équitable, rapide et fiable aux services de diagnostic, condition essentielle à la protection des vies humaines.



Renforcer la qualité des données de vaccination pour une meilleure couverture sanitaire



Dans le cadre du suivi de la vaccination de routine et de la surveillance des maladies évitables par la vaccination, une mission d'analyse et de validation des données a été menée dans différents districts sanitaires du Burundi sous la coordination du PEV avec l'appui financier de GAVI. L'objectif principal était d'évaluer la qualité des données collectées

en 2025, en examinant leur complétude, leur cohérence et leur promptitude. Au total, 34 districts (soit 69,4 %) ont été évalués, avec la visite de 192 formations sanitaires. Cette initiative vise à renforcer les capacités locales en matière d'analyse de données et à corriger les incohérences observées dans les outils de collecte.

Malgré multiples défis pouvant compromettre la fiabilité des données et la prise de décision, les experts du ministère de la santé publique et de la lutte contre le Sida appuyé par ceux de l'OMS ont pu corriger les incohérences identifiées et de formuler des recommandations concrètes : réapprovisionner les sites en consommables, renforcer les capacités des agents SIS, et doter les centres de santé de congélateurs pour la conservation des échantillons. Cette démarche s'inscrit dans une volonté de renforcer la performance du système de santé, en garantissant une meilleure traçabilité des données et une couverture vaccinale plus efficace pour les populations les plus vulnérables.



Focus du mois Gouvernance et planification de la santé

Présentation d'un staff de l'OMS lors de la séance d'évaluation

Renforcement de la collaboration MSP-OMS pour une santé publique résiliente au Burundi

Le 16 juillet 2025, les cadres du ministère de la Santé Publique (MSP) et de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) se sont réunis pour évaluer la mise en œuvre du plan conjoint du premier semestre 2025. Cette rencontre, marquée par une forte volonté de renforcer la synergie entre les deux institutions, a permis de dresser un bilan des activités réalisées dans les domaines clés tels que la vaccination, la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles, ainsi que la santé familiale et reproductive. Malgré un contexte de réduction budgétaire, les participants ont salué les progrès accomplis et ont souligné l'importance d'une planification rigoureuse pour mobiliser davantage de ressources. Le Représentant de l'OMS a rappelé l'engagement de l'organisation aux côtés des autorités burundaises. Dr Xavier Crespin a également partagé les orientations stratégiques et la vision du nouveau Directeur régional de OMS en Afrique, visant à renforcer durablement le système de santé.

Les discussions ont mis en lumière plusieurs défis persistants, notamment la faible qualité des données sanitaires, la récurrence des épidémies, et le déséquilibre dans l'allocation des ressources entre les hôpitaux et les centres

de santé. Les participants ont également insisté sur la nécessité d'élargir le paquet de soins disponibles au niveau des structures de base afin de renforcer les soins de santé primaires et d'atteindre la couverture sanitaire universelle. Par ailleurs, l'introduction du vaccin contre le papillomavirus humain (HPV), a été identifiée comme une priorité urgente à concrétiser avant la fin de l'année dans un contexte caractérisé par une augmentation de cas de cancer du col de l'utérus.

À l'issue de la réunion, trois priorités nationales ont été retenues en cohérence avec les orientations du nouveau Directeur Régional de l'OMS pour l'Afrique : le financement de la santé, la gestion des épidémies, et la lutte contre la résistance aux antimicrobiens. Ces axes stratégiques guideront la mise à jour du plan pour le second semestre 2025 et la préparation du plan biennal 2026-2027. Les participants ont exprimé leur engagement à poursuivre les efforts conjoints pour bâtir un système de santé plus résilient, équitable et adapté aux besoins de la population burundaise.



Ouverture de la séance d'évaluation par le Représentant de l'OMS



Intervention d'un cadre du ministère de la santé publique

Validation du plan stratégique du COUSP

Le Burundi a franchi une étape décisive en élaborant le Plan Stratégique et Opérationnel (PSO) du Centre des Opérations d'Urgence de Santé Publique (COUSP) pour la période 2026-2030. Ce plan qui définit les axes prioritaires du COUSP est une étape importante pour renforcer sa réactivité et son efficacité. Il s'articule autour de cinq axes stratégiques, allant du renforcement de la gouvernance et de la coordination multisectorielle à l'optimisation du système d'information sanitaire, en passant par la mobilisation des ressources et l'engagement communautaire.



Présentation du plan par un haut cadre du ministère

Fruit d'une collaboration multisectorielle et soutenu par des partenaires internationaux tels que l'OMS, le PNUD et la Banque mondiale, ce plan intègre également les principes de biosécurité et de biosûreté, essentiels pour protéger les intervenants et les populations face aux risques biologiques. En alignant ses objectifs sur les référentiels nationaux et internationaux, notamment le Règlement Sanitaire International (RSI) et les Objectifs de Développement Durable (ODD), le plan positionne le COUSP comme un pilier central de la sécurité sanitaire du pays.

Créé en avril 2021 à la suite d'une collaboration entre le ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida (MSPLS), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Union européenne (UE), le COUSP constitue le bras opérationnel du système national de gestion des urgences. Il coordonne la riposte, mobilise les ressources, appuie les équipes sur le terrain, et assure la liaison avec les partenaires nationaux et internationaux. C'est dans ce cadre qu'il a joué un rôle central notamment lors de la riposte à l'épidémie de mpxv en juillet 2024.



Intervention d'un staff de l'OMS lors de la validation du plan

Vers une meilleure harmonisation des données Mpox au Burundi : un atelier multisectoriel sous le signe de « One Health »



Juillet 2025 - Dans le cadre du renforcement de la surveillance génomique et de la gestion sécurisée des déchets biomédicaux, une opération de collecte a été menée dans 49 districts sanitaires du Burundi. Soutenue par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), cette collecte a permis de récupérer 530 échantillons positifs au Mpox pour séquençage génomique, ainsi que 15 581 cartouches GeneXpert usagées issues de tests Mpox, VIH, TB, COVID-19, hépatites et HPV. Ces déchets, potentiellement dangereux, ont été acheminés

vers le laboratoire national de référence à Bujumbura pour une destruction conforme aux normes internationales de biosécurité.

Grâce à une logistique adaptée et coordonnée, incluant le transport sécurisé en chaîne du froid et l'incinération contrôlée, cette opération a contribué à la protection de la population et à la préservation de l'environnement menacée par l'accumulation de cartouches usagées dans les sites de diagnostic.



Vue des participants

Autres activités du mois

Kamuna, nouveau symbole d'espoir pour les personnes en détresse psychologique



Le Représentant de l'OMS visite le centre

Dans le cadre du renforcement de la santé mentale au Burundi, l'association ALUMA, partenaire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a inauguré un centre de réhabilitation à Kamuna, avec le soutien financier de la Coopération suisse et de la fondation allemande SEZ. Ce centre, dédié à l'accompagnement psychosocial des usagers de drogues et des personnes souffrant de troubles mentaux, marque une avancée significative dans l'intégration de la santé mentale dans les soins de santé primaires. Le représentant de l'OMS a salué cette initiative, soulignant son importance dans la promotion de la santé mentale dans les communautés. L'Inspecteur Général de la santé, délégué par Madame la Ministre, a procédé à l'ouverture officielle, suivie d'une visite guidée des installations et de plusieurs allocutions saluant l'importance de cette initiative dans un contexte où les

problématiques liées à la consommation de drogues et aux troubles mentaux prennent de l'ampleur.

Les interventions des partenaires ont souligné la nécessité d'élargir les capacités d'accueil du centre, actuellement limitées à 12 lits, et d'intégrer progressivement la prise en charge d'autres pathologies telles que le paludisme. La Coopération suisse a réaffirmé son engagement en faveur de la santé mentale, rappelant son appui dans plusieurs provinces et sa collaboration avec l'Université du Burundi pour la formation de médecins psychiatres. Le Ministère de la Santé Publique a réitéré son engagement à travers le programme « Nabacu », appelant les partenaires à soutenir davantage l'intégration de la santé mentale dans le système national de santé.



Inauguration du centre

Une collecte stratégique pour la santé publique et l'environnement



Juillet 2025 - Dans le cadre du renforcement de la surveillance génomique et de la gestion sécurisée des déchets biomédicaux, une opération de collecte a été menée dans 49 districts sanitaires du Burundi. Soutenue par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), cette collecte a permis de récupérer 530 échantillons positifs au Mpox pour séquençage génomique, ainsi que 15 581 cartouches GeneXpert usagées issues de tests Mpox, VIH, TB, COVID-19, hépatites et HPV. Ces déchets, potentiellement dangereux, ont été acheminés vers le laboratoire national de référence à Bujumbura pour une destruction conforme aux normes internationales de biosécurité.

Grâce à une logistique adaptée et coordonnée, incluant le transport sécurisé en chaîne du froid et l'incinération contrôlée, cette opération a contribué à la protection de la population et à la préservation de l'environnement menacée par l'accumulation de cartouches usagées dans les sites de diagnostic.

Riposte contre la rougeole et la rubéole : une mobilisation des acteurs sanitaires des districts en situation épidémique

Du 23 au 26 juillet 2025, une campagne de riposte vaccinale contre la rougeole et la rubéole a été menée dans les districts sanitaires de Cibitoke, Mutaho, Buhiga, Murore, Cankuzo, Gihofi, Nyanza-Lac et Nyabikere, au Burundi. Face à une épidémie persistante depuis 2019, cette initiative visait à protéger les enfants âgés de 6 à 59 mois, particulièrement vulnérables à ces maladies et interrompre la chaîne de transmission de ces maladies.

Pour cela, sur 369 567 enfants ciblés pour la vaccination, 321 418 ont été vaccinés, atteignant ainsi une couverture vaccinale moyenne de 87%.

La forte implication du ministère de la Santé publique à travers le Programme Élargi de Vaccination (PEV), des partenaires, des communautés locales, ainsi que la disponibilité des vaccins et du financement de GAVI, ont été des facteurs clés de succès.

Toutefois, des insuffisances ont été relevées, notamment un manque de personnel, l'absence de cartes de vaccination et des lacunes dans la gestion des stocks.

Cette riposte témoigne de l'engagement du ministère de la Santé publique et de ses partenaires, dont l'OMS, dans la lutte contre les épidémies.



Publications du mois



L'onchocercose au Burundi, un combat de longue haleine qui porte des fruits

Le Burundi a engagé depuis les années 1950 une lutte acharnée contre l'onchocercose quand les premiers cas ont été notifiés dans le pays. Les études parasitologiques et entomologiques menées entre 1979 et 1987 ont permis de déterminer l'endémicité de la maladie, ouvrant la voie aux premiers traitements à l'ivermectine en 1990.

[Lire l'article](#)



Directeur de Publication

Dr Xavier CRESPIEN, Représentant OMS BURUNDI

Rédactrice-en-chef

Nadège Digne SINARINZI, Communication Officer

Rédacteur-en-chef adjoint et mise en page

Triffin NTORE, Communication Officer

REMERCIEMENTS À NOS PARTENAIRES

